

**PROVINCE DE QUÉBEC  
M.R.C. D'ANTOINE-LABELLE  
MUNICIPALITÉ DE LAC-DU-CERF**

---

**REGLEMENT NUMÉRO 274-2010  
Relatif à la construction, à la cession et à la  
municipalisation des rues publiques ou privées  
et remplaçant les règlements 144-93 et 270-2009**

---

ATTENDU QUE la lecture du présent règlement n'est pas nécessaire, car une copie du projet a été remise aux membres du conseil au plus tard deux jours juridiques avant la séance à laquelle il est adopté et tous les membres du conseil présents déclarent l'avoir lu et renoncent à sa lecture ;

ATTENDU QU' il est dans l'intérêt de la Municipalité de Lac-du-Cerf de modifier le Règlement 144-93 et ses modifications par 270-2009 relatif à la construction, à la cession et à la municipalisation des rues publiques et privées afin d'établir de nouvelles politiques pour la prise en charge des chemins, ainsi que ses modifications afin d'y introduire de nouvelles normes sur la construction, la cession et la municipalisation des rues publiques ou privées;

ATTENDU QU' un avis de motion a été régulièrement donné lors de la séance ordinaire du conseil municipal tenue le 14 décembre 2009 conformément aux dispositions de l'article 445 du Code municipal de la Province de Québec;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par le conseiller Bernard St-Louis appuyé par le conseiller Hugo Bondu et unanimement résolu que le présent règlement portant le numéro 274-2010 soit et est adopté pour valoir à toutes fins que de droit et qu'il soit ordonné, décrété et statué ce qui suit:

**CHAPITRE I**

**DISPOSITIONS DÉCLARATOIRES**

**1.1 TITRE DU REGLEMENT**

Le présent règlement est identifié par le numéro et s'intitule "Règlement 274-2010 relatif à la construction, à la cession et à la municipalisation des rues publiques et privées et remplaçant les règlements 144-93 et 270-2009".

**1.2 AIRE D'APPLICATION**

Le présent règlement s'applique à l'ensemble du territoire sous la juridiction de la Municipalité de Lac-du-Cerf.

1.3 **PERSONNES ASSUJETTIES AU PRÉSENT REGLEMENT**

Le présent règlement s'applique à toute personne morale de droit public ou de droit privé et à tout particulier.

1.4 **VALIDITÉ DU PRÉSENT REGLEMENT**

Le conseil de la Municipalité de Lac-du-Cerf décrète le présent règlement dans son ensemble et également partie par partie, article par article, paragraphe par paragraphe, sous-paragraphe par sous-paragraphe et alinéa par alinéa de manière à ce que, si un article, un paragraphe, un sous-paragraphe ou un alinéa de ce règlement était ou devrait être déclaré nul par la Cour ou autres instances, les autres dispositions du présent règlement continueraient de s'appliquer.

1.5 **Remplacement de règlements antérieurs**

Le présent règlement remplace tout règlement ou disposition de règlement antérieur ayant trait à la construction, à la cession et à la municipalisation des rues publiques et privées et plus particulièrement, les règlements numéro 144-93 et 270-2009 et leurs amendements. Le remplacement ne doit pas être interprété comme affectant toute matière ou chose faite ou qui doit être faite en vertu du ou des règlements ainsi remplacés. Toute infraction commise ou toute poursuite intentée en vertu des dispositions du ou des règlements ainsi remplacés peut être traitée de la manière prévue dans ce ou ces règlements remplacés.

## CHAPITRE II

### **DISPOSITIONS INTERPRÉTATIVES**

#### 2.1 **INTERPRÉTATION DU TEXTE**

Les titres contenus dans le présent règlement en font partie intégrante. En cas de contradiction entre le texte proprement dit et les titres, le texte prévaut. L'emploi du verbe au présent inclut le futur. Le singulier comprend le pluriel et vice-versa, à moins que le sens indique clairement qu'il ne peut logiquement en être question.

Le genre masculin comprend le genre féminin à moins que le contexte indique le contraire.

Avec l'emploi du mot "doit" ou "sera", l'obligation est absolue. Le mot "peut" conserve un sens facultatif.

#### 2.2 **UNITÉ DE MESURE**

Toutes les dimensions, mesures et superficies mentionnées sont en référence avec le système international d'unité (S.I.).

#### 2.3 **TERMINOLOGIE**

Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par:

Chemin: Rue desservant les propriétés en campagne.

Emprise: Superficie de terrain, de propriété publique ou privée destinée au passage d'une rue; signifie aussi les limites ou le périmètre de ce terrain.  
(Voir annexe A ou annexe B).

Fondations: Terrassement ou ensemble de terrassement, le cas échéant, qui supporte la surface de roulement.  
(Voir annexe A ou annexe B).

Route: Rue de première importance reliant des agglomérations entre elles.

Rue: Voie de circulation publique ou privée servant à la circulation des véhicules.

Surface de roulement: Surface aménagée pour la circulation des véhicules.  
(Voir annexe A ou annexe B).

#### 2.4 **ANNEXE A**

L'annexe A, intitulée "Composante d'une rue", fait partie intégrante du présent règlement.

2.5

**ANNEXE B**

L'annexe B, intitulée "Composante d'une rue ou d'un chemin existant le "21 novembre 1977", fait partie intégrante du présent règlement.

## **CHAPITRE III**

### **DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES**

#### **3.1 ADMINISTRATION DU PRÉSENT RÈGLEMENT**

L'administration du présent règlement est confiée aux Inspecteurs municipal et en bâtiments selon les modalités prévues au présent règlement. La Municipalité peut nommer un ou des substituts aux Inspecteurs municipal et en bâtiments avec les mêmes devoirs et pouvoirs.

##### **3.1.1 Nomination des Inspecteurs municipal et en bâtiments**

Le conseil nomme par résolution un Inspecteur municipal et un Inspecteur en bâtiments ainsi que son ou ses substituts.

##### **3.1.2 Responsabilité de la corporation**

Tout employé ou fonctionnaire investi de l'autorité d'émettre des permis ou des certificats requis par la loi, doit se conformer aux exigences du présent règlement. Tout permis ou certificat qui est en contradiction avec ce règlement est nul et sans effet.

Aucune information ou directive donnée par les officiers ou les employés de la corporation n'engage la responsabilité de la corporation, à moins que telle information ou directive ne soit conforme aux dispositions du présent règlement.

##### **3.1.3 Visite des chantiers**

L'Inspecteur municipal et l'inspecteur en bâtiments peuvent, dans l'exercice de leurs fonctions, visiter entre 7 h et 19 h, sauf s'il s'agit de jour férié, tout lieu de construction d'une rue régie par le présent règlement.

#### **3.2 CERTIFICAT D'AUTORISATION**

##### **3.2.1 Obligation**

Quiconque désire entreprendre la construction d'une rue doit, au préalable, obtenir de l'Inspecteur en bâtiments un certificat d'autorisation.

Si le requérant n'est pas le propriétaire du terrain où sera construite la rue, il doit être autorisé par le propriétaire du terrain au moment de la demande de certificat.

Tout certificat doit être émis en conformité avec le présent règlement. Le requérant doit effectuer les travaux conformément aux conditions stipulées au certificat d'autorisation et aux déclarations faites lors de la demande.

### 3.2.2 **Forme de la demande de certificat d'autorisation**

Toute demande de certificat d'autorisation pour la construction d'une rue doit être faite sur des formules fournies à cet effet et doit être accompagnée d'un plan illustrant les éléments suivants:

- a) le tracé de l'emprise de la rue;
- b) les pentes de la rue;
- c) le drainage prévu pour les eaux de surface ainsi que l'emplacement et le diamètre des ponceaux;
- d) les lacs et cours d'eau situés dans un rayon de cent (100) mètres de la rue proposée;
- e) le réseau routier situé dans un rayon de cinquante (50) mètres de la rue proposée;
- f) les bâtiments situés dans un rayon de cinquante (50) mètres de la rue proposée.

### 3.2.3 **Coût du certificat**

Toute personne demandant l'émission d'un certificat d'autorisation doit payer les honoraires de vingt dollars (20,00 \$). Le paiement de ces honoraires doit se faire soit en argent, soit par chèque ou mandat postal payable à l'ordre de la Municipalité de Lac-du-Cerf.

### 3.2.4 **Modification aux plans et documents ou à la description des travaux**

Toute modification apportée aux plans et documents ou à la description des travaux après l'émission du permis ou du certificat doit être approuvée par l'Inspecteur en bâtiments avant l'exécution des travaux ainsi modifiés. L'Inspecteur en bâtiments ne peut approuver les modifications que si elles sont conformes aux dispositions du présent règlement.

Cette approbation n'a pas pour effet de prolonger la durée du permis ou du certificat.

### 3.2.5 **Validité du certificat d'autorisation**

Tout certificat devient nul et sans effet dans un ou l'autre des cas suivants:

- a) si les ouvrages prévus n'ont pas commencé dans les six (6) mois de la date d'émission du certificat;
- b) si les travaux ont été interrompus pendant une période continue de plus de douze (12) mois;
- c) si les travaux n'ont pas été complétés dans un délai de dix-huit (18) mois suivant la date d'émission du certificat;
- d) si les dispositions du présent règlement ne sont pas respectées;
- e) si les travaux prévus au certificat ne respectent pas les renseignements et les plans fournis lors de la demande;

Dans l'un ou l'autre de ces cas, un nouveau certificat devra être obtenu par le requérant avant de poursuivre ou reprendre les travaux.

## CHAPITRE IV

### **DISPOSITIONS APPLICABLES AUX TRACES DES RUES**

#### 4.1 **TRACES DES RUES**

La section 4 du règlement no. 199-2000 relatif au lotissement ainsi que les amendements actuels et futurs s'applique au présent règlement.

##### 4.1.1 **Intersection des rues**

L'intersection des rues doit se faire autant que possible avec un angle de 90 degrés. Cependant, l'angle d'intersection ne doit pas être inférieur à 80 degrés.

Sur une même rue, les axes de deux intersections doivent être à une distance minimale de 60 mètres.

Aux approches des intersections, les premiers 40 mètres de longueur de rue, mesurés à partir des points d'intersection des lignes d'emprise, doivent être rectilignes.

Afin de faciliter la circulation, les intersections doivent être arrondies par une courbe ayant un rayon intérieur minimum de 7 mètres.

##### 4.1.2 **Pente des rues**

Les pentes de rues principales et secondaires ne doivent pas excéder 9 % sur toute section de 15 m prélevée n'importe où sur son parcours. Dans des conditions exceptionnelles, une pente jusqu'à 12% est permise pourvu que le tronçon concerné n'ait pas plus de cent cinquante (150) mètres à partir du sommet sans rencontrer ailleurs une pente inférieure à 9%. Dans ces sections la rue doit être pavée.

Nonobstant le premier alinéa, la pente ne doit jamais excéder 9% dans les cas suivants :

- Les premiers quarante (40) mètres de longueur de rue, mesurés à partir des points d'intersection des lignes d'emprise;
- Les courbes dont le rayon de l'emprise à l'intérieur de la courbe est inférieur à soixante (60) mètres.

***(Remplacé, article 2, R. # 359-2020, 20-04-2020)***

#### 4.2 **EMPRISE DE LA RUE**

Les rues doivent avoir l'emprise minimale indiquée ci-après:

- quinze mètres (15m) pour une rue secondaire;
- vingt mètres (20m) pour une rue principale.

4.3 **EMPRISE D'UNE RUE OU CHEMIN EXISTANT LE 21 NOVEMBRE 1977**

Les chemins ou rues existant le 21 novembre 1977 pourront être d'une largeur moindre que celle spécifiée au paragraphe 4.2. Cette largeur ne devra pas être inférieure à 12.2 mètres (40 pieds).

4.4 **CUL-DE-SAC**

Une rue ou chemin cul-de-sac doit se terminer par un îlot de virage dont le plus petit rayon ne doit pas être inférieur à 16 mètres de rayon (52 pieds).

4.5 **CUL-DE-SAC EXISTANT LE 21 NOVEMBRE 1977**

Les cul-de-sac des chemins ou rues existant le 21 novembre 1977 devront se terminer par un îlot de virage dont le plus petit rayon ne doit pas être inférieur à 12.5 mètres (41 pieds).

## **CHAPITRE V**

### **NORMES DE CONSTRUCTION**

#### **5.1 DÉFRICHAGE ET ESSOUCHEMENT**

Le défrichage et l'essouchement doivent être effectués sur toute la largeur de l'emprise de la rue, les souches et grosses roches doivent être enlevées sur toute la largeur de la fondation de la rue jusqu'à cinquante (50) centimètres (20 po) en dessous de son profil final. L'emprise doit être libre de tout obstacle pouvant nuire à l'entretien futur de la rue.

#### **5.2 ENLEVEMENT DU SOL ARABLE**

La terre noire, le sol organique, de même que toutes les matières végétales doivent être enlevés sur toute la largeur de la fondation de la rue.

#### **5.3 LA FONDATION**

La fondation de la rue doit être nivelée et compactée. Elle doit avoir une pente transversale d'au moins 2% du centre vers les fossés. Elle doit avoir une largeur minimale de neuf (9) mètres ( 30 pi).

#### **5.4 LES FOSSES**

Là où requis, des fossés doivent être creusés de chaque côté de la rue avec une pente suffisante pour permettre l'écoulement libre des eaux de surface. Le profil des fossés doit être tel qu'il n'y séjournera aucune eau stagnante. Ces fossés doivent toujours être dirigés vers des points bas ou des ponceaux capables d'éliminer l'apport d'eau. La largeur du bas de tout fossé doit être d'au moins cinquante (50) centimètres (20 po). De plus, la pente latérale de tout fossé doit être de 1.5 dans 1 maximum.

Nonobstant l'alinéa précédent, une pente de 1 dans 1 peut être pratiquée lorsqu'il y a manque d'espace ou lorsque le sol est peu maniable. Dans le cas de roc dynamité, la pente maximale des fossés peut être de 1 dans 10.

#### **5.5 LES PONCEAUX**

Les ponceaux transversaux doivent être d'acier galvanisé ou de béton armé. Ils doivent être installés sur un coussin de sable ou de gravier d'une épaisseur de quinze (15) centimètres (6 po). Ils doivent être d'une longueur minimale de douze (12) mètres (40 pi) et d'un diamètre minimal de quarante (40) centimètres (16 po).les ponceaux de plastique de (40) centimètres (16 po) peuvent être installés pour les entrées chatières. La pente maximale d'un ponceau doit être de 2%.

Le sol ne doit pas être laissé à nu aux extrémités des ponceaux et doit être recouvert de matières végétales.

## 5.6 **LA SURFACE DE ROULEMENT**

### 5.6.1 **Largeur et pente**

La surface de roulement doit avoir une largeur minimale de sept (7) mètres (23 pi) et présenter une pente transversale de 2% du centre vers les fossés.

### 5.6.2 **Composition**

La surface de roulement doit être composée d'une couche totale de quarante (40) centimètres (16 po) soit : vingt-cinq (25) centimètres (10 po) de matériaux granulaires de zéro (0) à soixante-trois (63) millimètres ( 0 - 2,5 po) et de quinze (15) centimètres (6 po) doivent être composés de gravier concassé de zéro (0) à vingt (20) millimètres (0-3/4 pouce). Le tout compacté par un rouleau compacteur d'une capacité minimum de six (6) tonnes métriques (13 200 lb) afin d'éviter toute déformation, affaissement et érosion à la surface de roulement dudit chemin.

### 5.6.3 **Niveau de la surface de roulement**

En terrain plat, le niveau de la surface de la rue ou du chemin doit être en moyenne à trente (30) centimètres (12 po) au-dessus du niveau moyen du terrain. En tout temps le niveau de la surface de roulement de la rue ou du chemin doit être en moyenne à trente (30) centimètres (12 po) au-dessus du niveau moyen du terrain ou de l'espace réservé à la construction des fossés prévu pour l'égouttement du chemin ou de la rue

### 5.6.4 **La surface de roulement d'une aire de virée**

La surface de roulement d'une aire de virée doit être construite selon les articles 5.6.1, 5.6.2 et 5.6.3 sur un diamètre de seize (16) mètres (53 pi). Nonobstant l'alinéa précédent, la pente maximale d'une aire de virée doit être de cinq pour cent ( 5 %).

### 5.6.5 **Glissière de sécurité**

Des glissières de sécurité devront être installées aux endroits nécessaires, et ce, à la demande des autorités municipales afin de sécuriser le tracé du chemin.

## 5.7 **RACCORDEMENT AU RÉSEAU EXISTANT**

Le raccordement de toute nouvelle rue à une route régionale et/ou provinciale doit être conforme aux normes de sécurité et de visibilité du Ministère des Transports de même qu'à celles relatives aux pentes et au volume de circulation.

## CHAPITRE VI

### **NORMES DE CONSTRUCTION POUR LES RUES OU CHEMINS EXISTANTS LE 21 NOVEMBRE 1977**

#### 6.1 **DÉFRICHAGE ET ESSOUCHEMENT**

Le défrichage et l'essouchement doivent être effectués sur toute la largeur de l'emprise de la rue, les souches et grosses roches doivent être enlevées sur toute la largeur de la fondation de la rue jusqu'à cinquante (50) centimètres (20 po) en dessous de son profil final. L'emprise doit être libre de tout obstacle pouvant nuire à l'entretien futur de la rue.

#### 6.2 **ENLEVEMENT DU SOL ARABLE**

La terre noire, le sol organique, de même que toutes les matières végétales doivent être enlevés sur toute la largeur de la fondation de la rue.

#### 6.3 **LA FONDATION**

La fondation de la rue doit être nivelée et compactée. Elle doit avoir une pente transversale d'au moins 2 % du centre vers les fossés. Elle doit avoir une largeur minimale de huit (8) mètres (27 pi).

#### 6.4 **LES FOSSES**

Là où requis, des fossés doivent être creusés de chaque côté de la rue avec une pente suffisante pour permettre l'écoulement libre des eaux de surface. Le profil des fossés doit être tel qu'il n'y séjournera aucune eau stagnante. Ces fossés doivent toujours être dirigés vers des points bas ou des ponceaux capables d'éliminer l'apport d'eau. La largeur du bas de tout fossé doit être d'au moins cinquante (50) centimètres - (20 po). De plus, la pente latérale de tout fossé doit être de 1.5 dans 1 maximum.

Nonobstant l'alinéa précédent, une pente de 1 dans 1 peut être pratiquée lorsqu'il y a manque d'espace ou lorsque le sol est peu maniable. Dans le cas de roc dynamité, la pente maximale des fossés peut être de 1 dans 10.

#### 6.5 **LES PONCEAUX**

Les ponceaux transversaux doivent être d'acier galvanisé ou de béton armé. Ils doivent être installés sur un coussin de sable ou de gravier d'une épaisseur de quinze (15) centimètres (6 pouces). Ils doivent être d'une longueur minimale de neuf mètres et soixante-quinze centièmes (9,75m) (32 pieds) et d'un diamètre minimal de quarante (40) centimètres (16 po). La pente maximale d'un ponceau doit être de deux pour cent (2 %).

Le sol ne doit pas être laissé à nu aux extrémités des ponceaux et doit être recouvert de matières végétales.

## 6.6 **LA SURFACE DE ROULEMENT**

### 6.6.1 **Largeur et pente**

La surface de roulement doit avoir une largeur minimale de sept (7) mètres (23 pi) et présenter une pente transversale de 2% du centre vers les fossés.

### 6.6.2 **Composition**

La surface de roulement doit être composée d'une couche totale de quarante (40) centimètres (16 po) soit : vingt-cinq (25) centimètres (10 po) de matériaux granulaires de zéro (0) à soixante-trois (63) millimètres ( 0 - 2,5 po) et de quinze (15) centimètres (6 po) doivent être composés de gravier concassé de zéro (0) à vingt (20) millimètres (0-3/4 pouce). Le tout compacté par un rouleau compacteur d'une capacité minimum de six (6) tonnes métriques (13 200 lb) afin d'éviter toute déformation, affaissement et érosion à la surface de roulement dudit chemin.

### 6.6.3 **Niveau de la surface de roulement**

En terrain plat, le niveau de la surface de la rue ou du chemin doit être en moyenne à trente (30) centimètres (12 po) au-dessus du niveau moyen du terrain. En tout temps le niveau de la surface de roulement de la rue ou du chemin doit être en moyenne à trente (30) centimètres (12 po) au-dessus du niveau moyen du terrain ou de l'espace réservé à la construction des fossés prévu pour l'égouttement du chemin ou de la rue

### 6.6.4 **La surface de roulement d'une aire de virée**

La surface de roulement d'une aire de virée doit être construite selon les articles 6.6.1, 6.6.2 et 6.6.3 sur un diamètre de seize (16) mètres (53 pi). Nonobstant l'alinéa précédent, la pente maximale d'une aire de virée doit être de cinq pour cent ( 5 %).

### 6.6.5 **Glissière de sécurité**

Des glissières de sécurité devront être installées aux endroits nécessaires, et ce, à la demande des autorités municipales afin de sécuriser le tracé du chemin.

## 6.7 **RACCORDEMENT AU RÉSEAU EXISTANT**

Le raccordement de toute rue existante au 21 novembre 1977 à une route régionale et/ou provinciale doit être conforme aux normes de sécurité et de visibilité du Ministère des Transports de même qu'à celles relatives aux pentes et au volume de circulation.

## **CHAPITRE VII**

### **ACCES A LA VOIE PUBLIQUE**

#### **7.1 LES PONCEAUX**

##### **7.1.1 Obligation d'installer un ponceau**

Si des entrées privées de maison, de garage ou autres voies d'accès à la rue doivent enjamber les fossés de la rue, des ponceaux d'acier galvanisé ou de béton armé doivent être installés à tous les endroits où un écoulement d'eau permanent ou saisonnier le justifie. Donc, tout propriétaire riverain doit installer et entretenir à ses frais, un ponceau afin de faciliter l'écoulement des eaux de surface le long des chemins publics. Les ponceaux de plastique de quarante (40) centimètres (16 po) peuvent être installés pour les entrées privées

Le propriétaire doit installer, à ses frais des éléments de drainage comme peut le demander l'inspecteur municipal, si dans l'opinion de celui-ci, ces installations additionnelles doivent faciliter la durée de l'entretien des chaussées.

##### **7.1.2 Diamètre d'un ponceau**

Un ponceau installé en vertu de l'article précédent doit avoir un diamètre suffisant pour permettre l'égouttement de l'eau sans en retarder le débit en aucun temps de l'année.

Sans limiter la portée de l'alinéa précédent, le diamètre minimal d'un ponceau doit être de quarante (40) centimètres ( 16 po) pour permettre l'écoulement normal du fossé qu'il enjambe.

##### **7.1.3 Longueur d'un ponceau**

Un ponceau installé en vertu de l'article 7.1.1 doit avoir une longueur minimale de six (6) mètres (20 pi) et une longueur maximale de douze (12) mètres (40 pieds).

#### **7.2 PENTE DES ENTRÉES VÉHICULAIRES**

Toute entrée véhiculaire doit avoir une pente nulle au point de raccordement à l'emprise de la rue.

## **CHAPITRE VIII**

### **CESSION OU MUNICIPALISATION D'UNE RUE OU D'UN CHEMIN**

#### **8.1 PRINCIPE**

Ni l'acceptation du principe de la construction d'une rue ou d'un chemin, ni l'acceptation des plans et devis de construction, ni les inspections que peut effectuer tout fonctionnaire municipal durant l'exécution des travaux, ne peuvent constituer pour le conseil municipal, une obligation d'accepter la cession ou la municipalisation d'une telle rue ou d'un tel chemin.

#### **8.2 PROCÉDURE**

Dans le cas d'une cession d'une rue privée, la procédure de cession est comme suit:

- Faire une demande au conseil par requête signée par les propriétaires riverains et le propriétaire du fond de l'assiette de rue ou du chemin;
- produire un plan de cadastre enregistré de la rue ou du chemin à être cédé(e);
- produire un plan de localisation de la fondation et des fossés par rapport à son emprise.
- produire un contrat notarié entre les parties;
- céder la rue ou le chemin pour la valeur d'un dollar (1.00\$).

#### **8.3 DÉCISION**

Le conseil rend sa décision dans l'intérêt public, entre autres, il ne peut prendre à sa charge l'entretien des rues d'un nouveau lotissement que lorsque l'évaluation des propriétés attenantes est suffisante pour payer les frais encourus pour l'entretien de ces rues.

## **CHAPITRE IX**

### **DISPOSITIONS FINALES**

#### **9.1 CONTRAVENTION ET RECOURS**

Toute personne qui enfreint l'une quelconque des dispositions de ce règlement est coupable d'offense et passible d'une amende, avec ou sans frais, et à défaut de paiement de ladite amende et des frais, suivant le cas, dans les quinze jours après le prononcé du jugement, d'un emprisonnement sans préjudice à tout autre recours qui peuvent être exercés contre elle.

Le montant de ladite amende et le terme dudit emprisonnement sont fixés par la cour, à sa discrétion, mais ladite amende n'est pas inférieure à 100,00 \$, et n'excédera pas 300,00 \$, avec ou sans frais, suivant le cas.

Ledit emprisonnement cependant, doit cesser en tout temps avant l'expiration du terme fixé par ladite cour, sur paiement de ladite amende ou de ladite amende et frais, suivant le cas.

Et, si l'infraction est continue, elle constitue jour par jour, une offense séparée et le contrevenant est passible de l'amende et de la pénalité ci-dessus édictées pour chaque jour durant lequel l'infraction se continuera. La procédure pour le recouvrement des amendes est celle prévue à la première partie de la Loi des *poursuites sommaires* (L.R.Q. CHAPITRE p-15). La Cour Supérieure, sur requête de la municipalité, peut ordonner la cessation d'une utilisation du sol ou d'une construction incompatible avec les dispositions du présent règlement.

#### **9.2 AMENDEMENT AU PRÉSENT REGLEMENT**

Les dispositions du présent règlement ne peuvent être modifiées ou abrogées que conformément à la Loi.

#### **9.3 ENTRÉE EN VIGUEUR DU PRÉSENT REGLEMENT**

Le présent règlement entre en vigueur conformément aux dispositions de la Loi.

**ADOPTÉ à la séance ordinaire du conseil municipal, tenue le 18 janvier 2010 par la résolution numéro 038-01-2010.**

Pauline Ouimet  
maire

Jacinthe Valiquette,  
secrétaire-trésorière et directrice générale

Avis de motion :	14 décembre 2009
Adoption du règlement :	18 janvier 2010
Affichage de l'avis de la publication du règlement :	28 janvier 2010
Entrée en vigueur du règlement :	28 janvier 2010

**PROVINCE DE QUÉBEC  
MUNICIPALITÉ DE LAC-DU-CERF**

**AUX CONTRIBUABLES DE LA SUSDITE MUNICIPALITÉ**

**AVIS PUBLIC**

EST PAR LES PRÉSENTES DONNÉ par la soussignée,  
secrétaire-trésorière de la susdite municipalité, QUE:

Lors de sa session ordinaire du 18 janvier 2010, le conseil municipal de Lac-du-Cerf a adopté le :

**REGLEMENT NUMÉRO 274-2010**

**Relatif à la construction, à la cession et à la municipalisation des rues publiques ou privées et remplaçant les règlements 144-93 et 270-2009**

Le règlement numéro 274-2010 est disponible pour consultation au bureau municipal, 19, chemin de l'Église, Lac-du-Cerf, du lundi au vendredi, de 13 heures à 16 heures.

Le présent règlement entre en vigueur selon les dispositions de la loi.

Donné à Lac-du-Cerf, ce 28<sup>e</sup> jour de janvier de l'an deux mille dix.

Jacinthe Valiquette, g.m.a.  
secrétaire-trésorière et directrice générale.

---

**CERTIFICAT DE PUBLICATION**

Je, soussignée, résidant à Lac-du-Cerf, certifie sous mon serment d'office que j'ai publié l'avis ci-annexé en affichant deux copies, aux endroits désignés par le conseil entre 16 heures et 16 h 30 heures, le 28<sup>e</sup> jour de janvier de l'an deux mille dix.

EN FOI DE QUOI, je donne ce certificat, ce 28<sup>e</sup> jour de janvier de l'an deux mille dix.

Jacinthe Valiquette, g.m.a.  
Secrétaire-trésorière et directrice générale.